

Messieurs Juncker, Macron et Wauquiez, pompiers pyromanes de la ruralité

Union européenne, gouvernement et exécutifs régionaux imposent une cure d'austérité aux territoires ruraux, explique notre chroniqueuse. La possibilité même d'y vivre bien est en péril. Pourtant, dans les campagnes aussi s'invente le monde de demain.



□ Corinne Morel Darleux est secrétaire nationale à l'écosocialisme du Parti de gauche et conseillère régionale Auvergne - Rhône-Alpes.

Corinne Morel Darleux



L'autre jour, nous étions en session plénière de la région Auvergne-Rhône-Alpes. En face de nous, un Laurent Wauquiez tout fier d'annoncer que la région allait désormais pouvoir faire des avances aux agriculteurs et projets ruraux qui bénéficient des fonds européens *Leader*, bloqués depuis des mois maintenant par un logiciel national défaillant, *Osiris*.

De fait, cette calamité numérique a plongé un certain nombre d'acteurs ruraux dans une détresse proche de l'écœurement.

Et on ne peut nier l'effet salvateur pour nos territoires de ces aides européennes. Mais ne soyons pas dupes : si on en a si cruellement besoin aujourd'hui, c'est aussi parce qu'un jeu dangereux se joue ailleurs, avec les mêmes acteurs. Les pompiers pyromanes de la ruralité.

Pour l'illustrer, je voudrais vous parler de ma vallée : nous sommes devenus, bien malgré nous, un cas d'école de ce qui se passe aujourd'hui dans ces fameuses campagnes, ce "*terroir*" dont tout le monde semble vouloir se revendiquer. Dans le Diois, il y a des trains, des écoles, un hôpital, ces "*services publics de proximité*" qui font que des gens viennent s'installer, qu'on y naît, circule, apprend, grandit...

Et jusqu'ici, ça marchait.

Mais la marge est fragile : on n'est pas dans une grande ville, ici. Chez nous, il n'y a qu'un collège, qu'un lycée, qu'une poste, qu'un théâtre, qu'un guichet *SNCF*, qu'une médiathèque, qu'un hôpital. Si l'un ferme, il n'y a plus rien. Supprimer un contrat aidé à l'école ou à l'espace social, fermer la chirurgie ou la maternité, c'est condamner à terme toute la vallée.

Et c'est pourtant ce qui a été fait.

Comment faut-il le dire, le clamer ? L'écrire encore avec gravité : à la campagne, à la montagne, loin des métropoles et des grandes stations, on se sent les laboratoires d'une vaste entreprise de démolition.

Leur mission originelle : préserver le cadre de société dans lequel des gens peuvent vivre bien et travailler au pays

Depuis deux ans, nous sommes sous les feux croisés des politiques européennes, gouvernementales et de la région. Un véritable effet ciseaux puisque les coupes franches dans les aides régionales aux associations, aux petits festivals, aux réseaux d'agriculture paysanne, s'ajoutent à la casse gouvernementale des contrats aidés, aux plans d'économies sur la santé, et désormais à la réforme ferroviaire.

Nous sommes pris en étau entre deux logiques comptables délétères : la recherche du AA+ des agences de notation financière côté région, qui cherche à tout prix à réduire les coûts de fonctionnement pour pouvoir annoncer fièrement des économies, sans se soucier des dégâts humains sur le terrain. Et la "règle d'or" de Bruxelles de limitation des déficits publics, docilement appliquée par monsieur Macron, qui ne vise lui aussi qu'à monter sur le podium des bons élèves de l'Union européenne et gratifier les plus riches de mesures privilégiées.

Chez nous, il n'y a qu'un collège, qu'un lycée, qu'une poste, qu'un théâtre, qu'un guichet SNCF, qu'une médiathèque, qu'un hôpital. Si l'un ferme, il n'y a plus rien. Supprimer un contrat aidé à l'école ou à l'espace social, fermer la chirurgie ou la maternité, c'est condamner à terme toute la vallée. Et c'est pourtant ce qui a été fait.

Alors, quand on nous présente des dispositifs régionaux ou gouvernementaux, ou encore ces fonds européens comme des aides généreuses qu'il faudrait applaudir et saluer...



Faut-il rappeler que ce que l'Union européenne nous donne n'est que la rétribution de la contribution de la France à son budget ?

Que la Politique agricole commune reste foncièrement inégalitaire et ne favorise d'aucune manière la transition ?

Que cette même Union européenne prévoit des accords de libre-échange qui détruisent notre agriculture ?

Qu'elle travaille main dans la main avec les lobbies des pesticides qui tuent la biodiversité dans nos pays ?

Que ses traités empêchent une relocalisation digne de ce nom ?

Faut-il encore rappeler que les services publics et les aides régionales ne sont que le juste retour de la contribution à l'impôt : *de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ?*

Nous ne demandons pas de cadeaux.

Juste que l'État et la région jouent leur rôle de garants de la solidarité nationale et de l'égalité républicaine ; qu'ils assurent, avant de jouer les experts financiers, leur mission originelle : préserver le cadre de société dans lequel des gens peuvent vivre bien et travailler au pays. Et s'il faut pour cela contrevenir aux injonctions de l'Union européenne, nous choisissons sans hésiter la vie. Et la sécession.

Il existe mille manières non réactionnaires d'appartenir à un territoire, d'y goûter, de s'enraciner, d'y prendre des initiatives, de semer et d'y construire des alternatives. On peut même parler d'économie disruptive, si ça peut aider : il y a de l'expérimentation, du cassage de codes et des bouleversements de marché.

Des gens y travaillent ici.

Mais pour ça, Messieurs Juncker, Macron et Wauquiez, il faut arrêter de sabrer nos conditions de vie.

► Lire aussi : [La déshérence des services publics met des vies en danger](#)

Source : Corinne Morel Darleux pour *Reporterre*

Photos : © Corinne Morel Darleux/*Reporterre*
. chapô : le Vercors.